2016

PROTOCOLE DE PREFIGURATION DES PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN CO-FINANCES PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur ,
Vu le Règlement Comptable et Financier de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur ,

COMMUNAUTE DE COMMUNES FAUCIGNY GLIERES

COMMUNE DE BONNEVILLE

2016

* Signature provisoire : le nom de la Région sera fixé par décret en Conseil d'Etat avant le 1er octobre 2016, après avis du Conseil Régional.

SIGNATAIRES :

- l'Etat (préfet du département),
- l'ANRU, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru »,
- la Communauté de Communes Faucigny Glières (CCFG), désigné ci-après « porteur de projet »,
- la commune de Bonneville,
- la SA Halpades,
- l'OPH Haute Savoie Habitat (Bois Jolivet),
- le conseil régional,
- le conseil départemental,
- la caisse des dépôts et consignations.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 5

- Présentation de la CCFG 5
- Bonneville : la mixité d'une ville-centre 6
- Le projet de territoire 7
- Diagnostic, enjeux et grandes orientations du contrat de ville 8
- Bonneville, quartier prioritaire « Les Iles – Bois Jolivet – Bellerive » 8

Article 1. Quartiers d'intervention 9

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration 9

2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville 9

2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 13

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration 16

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration 17

Quartier des Iles : une étude urbaine et une étude de peuplement 17

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 18

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain 18

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 19

Article 8. Gouvernance et conduite de projet 19

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail 20

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain 20

9.2 Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail 21

9.3 Modalités de financement par l'Anah des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail 21

9.4 Modalités de financement par la caisse des dépôts et consignation des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail 21

9.5 Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires 21

Article 10. (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration 22

Article 11. Durée du protocole de préfiguration 22

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'ANRU 22

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration 22

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement 22

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 23

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole 23

13.4. Contrôle et audits 24

13.5. Conséquences du non-respect des engagements 24

13.6. Clause de renégociation du protocole 24

13.7. Traitement des litiges 24

13.8. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 25

INTRODUCTION

Le Contrat de Ville CCFG Quartier prioritaire de Bonneville a fait l'objet d'une délibération n°110-2015 du conseil communautaire de la Communauté de Communes Faucigny-Glières en date du 20 mai 2015.

Le diagnostic participatif a permis d'en déterminer les principaux enjeux urbains, sociaux et économiques.

Les partenaires ont construit le contrat de ville sur le fondement de thématiques regroupées en 3 piliers (le 4è pilier, citoyenneté, étant traité avec les 3 premiers) et dont les axes transversaux sont la jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations.

En application du décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 et à l'issue de la phase de consultation, le quartier prioritaire de Bonneville « Les Iles – Bois Jolivet – Bellerive » a été fixé par décret n°2014-1750. Il a également été retenu au titre des quartiers éligibles aux projets d'intérêts régionaux (PRIR) par l'ANRU. Sa population est de 2 210 habitants et le revenu médian est évalué à 11.000€/an.

Les concours de l'Agence sont programmés au sein du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain et portent sur les opérations d'études et d'ingénierie ; puis, dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations d'ingénierie, d'aménagement et de programmation immobilière seront susceptibles d'être financés par l'Agence.

Le présent protocole de préfiguration vise donc à préciser les objectifs poursuivis dans le cadre du pilier cadre de vie et renouvellement urbain du contrat de ville pour les quartiers identifiés comme pouvant faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain.

Il définit les objectifs poursuivis dans le quartier prioritaire et arrête le programme de travail détaillé nécessaire pour aboutir à un projet de renouvellement urbain opérationnel (description des opérations qui seront financées).

Le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain ci-après présenté cristallise un des leviers de la politique de la ville permettant de répondre aux objectifs stratégiques du contrat de ville et aux politiques de développement durable et de cohésion sociale de la CCFG.

Il vise l'amélioration significative de la vie quotidienne des habitants du quartier prioritaire, en particulier de ceux qui résident dans le logement social, en intégrant les questions d'habitat et de mobilité.

➢ Présentation de la CCFG

La Communauté de Communes Faucigny Glières est une intercommunalité de 26.569 habitants organisée entre deux pôles de vie : Une ville–centre, Bonneville, sous-préfecture et chef-lieu de canton, et Marignier, auxquels s'agrègent des communes péri-urbaines et des communes rurales de montagne.
Le territoire de la CCFG regroupe 4,5 % des emplois privés du département alors que sa population représente 3.4% de la population départementale.
La CCFG est le cinquième bassin d'emplois du secteur privé du département avec plus de 9 000emplois en 2014.
67% des ménages comportent au moins un salarié du privé (soit les 2/3) alors que la moyenne départementale est de 57%.
Organisée sur le fondement d'une fiscalité propre, les compétences statutaires de la communauté de communes sont nombreuses, issues d'une forte volonté de mutualisation, de solidarité et d'action autour de services à la population, de projets (SCOT (Schéma de cohérence Territoriale), approuvé en 2011 et PLH (Programme local de l'Habitat), approuvé en 2011) et d'équipements structurants pour le territoire.
Une grande partie de ses 280 agents est directement en contact avec les populations des quartiers prioritaires et vécus du contrat de ville au sein des services intercommunaux :

- Petite enfance (0-3 ans),
- Enfance (3-11 ans),
- Jeunesse (11-18 ans),
- Voirie
- Propreté urbaine
- Collecte des déchets ménagers
- Police municipale intercommunale,
- Point d'accès au droit
- Maison des parents
- Chantiers d'insertion
- ...

Bonneville : la mixité d'une ville-centre

Bonneville, ville-centre de 12'479 habitants[2], est organisée autour d'un cœur d'origine médiévale, traversée par l'Arve, à la charnière entre le Grand Genève et la Vallée de l'Arve industrielle. Sous-Préfecture, elle dispose de tous les services administratifs : CAF, CPAM, Tribunal, Trésorerie, centre des impôts, Inspection de l'Education nationale, ESPE[3]... ainsi qu'une maison d'arrêt dans le quartier du Bois Jolivet (la seule du département), une gendarmerie dans le quartier des Iles et une maison de l'emploi dans le quartier de Bellerive.

Sa population a toujours poursuivi une croissance régulière. Néanmoins, une poussée importante est liée aux 3 quartiers d'habitat social qui ont vu le jour dans les années 60-70 : le Bouchet et Les Iles, en rive droite de l'Arve, et le Bois Jolivet, en rive gauche.

Par ailleurs, sa position de pôle d'équilibre du Grand Genève lui apporte également un dynamisme démographique - *foncier et immobilier plus abordable pour les familles qu'en proximité de la frontière ou en amont de la vallée de l'Arve* - et une mixité de population importante, aux revenus différenciés – *ouvriers de l'industrie, temps partiels administratifs, frontaliers* -.

Ce contexte se traduira par trois caractéristiques majeures :

- Le SCOT et le PLH ont identifié un taux de 26% de logements sociaux en 2011 et une proportion importante de familles sous le plafond de ressources HLM ; tout en ayant un millier de frontaliers travaillant quotidiennement en Suisse voisine,
- 15% de la population de la commune a plus de 3 enfants.
- Un marché de l'habitat tendu à l'échelle de la commune et de l'EPCI (données chiffrées extraites du PLH, de l'étude pré-opérationnelle de l'OPAH et de l'étude Amallia-DDT74 sur les besoins en logements en Haute-Savoie pour 2015-2020)

- Entre 2011 et 2015, le nombre de demandeurs de logements sociaux sur le territoire de la CCFG est passé de 947 (au 31/12/2011) à 1573 (au 31/12/2015) soit une augmentation de 66%.

(Notons que parmi ces 1573 demandeurs, 1139 (soit 72% des demandes) ne sont pas logés en HLM).

---

[2] Population municipale (Population totale –comprenant aussi la population comptée à part, ne résidant pas habituellement sur la commune : 12 896 habitants)

[3] ESPE : institut universitaire de formation des maîtres

Or sur la même période, le nombre de demandeurs de logements sociaux sur le territoire du département dans son ensemble est passé de 14764 à 19094 soit une augmentation de 30%.

-Entre 1996 et 2010, on a pu constater que la hausse des coûts de l'immobilier enregistrée sur le territoire de la CCFG a été plus forte que l'évolution recensée à l'échelle moyenne du département. C'est une évolution brutale du marché immobilier qu'a connu le territoire, puisque sur la période, le prix d'acquisition d'un terrain à bâtir a été multiplié par 5.4 tandis que celui d'une maison a été multiplié par 4.9 et 3.6 pour les appartements. Les coûts moyens d'acquisition d'un bien immobilier sur le territoire de la CCFG ont dépassé les coûts moyens départementaux pour ce qui est des appartements et terrains à bâtir.

La hausse des prix contraint une partie des ménages à choisir des logements plus petits ou sociaux et rend plus difficile l'accès à la propriété.

En 2012, le niveau moyen des loyers des logements situés sur le territoire de la CCFG s'établit à 9.7€/m² soit une augmentation comprise entre 0.6 et 2.5 % par an entre 2000 et 2012 (9.1€/m² en 2003).

-Le taux de croissance annuel de population à horizon 2025 défini par le SCOT est de 2% maximum.

Le taux de croissance annuel moyen de population enregistré sur le territoire entre 2006 et 2012 est de 1.85% (contre 1.4% pour le département et 0.7% pour la région).

Sur la base d'un taux de croissance annuelle de 2%, les besoins en nouveaux logements seraient de 333 logements par an entre 2010 et 2016 (cf PLH).

Or, sur la période 2007-2013, 225 logements ont été construits par an en moyenne.

Néanmoins, l'étude DDT-Amallia sur les besoins en logements identifie un besoin de 234 logements nouveaux par an sur le territoire de l'EPCI dont 92 à vocation sociale.

À l'échelle de la CCFG 63 % des ménages sont éligibles au logement social.

➢ Le projet de territoire

Le projet de territoire de la CCFG a été décliné au quartier prioritaire de la politique de la ville sur la base du diagnostic territorial participatif effectué dans le cadre du contrat de ville.

La CCFG a été créée au 1er janvier 2006 autour de plusieurs projets et équipements de territoire :

- ❖ Réaliser le SCOT Faucigny Glières, fondement de l'organisation spatiale et démographique de la CCFG, et son volet Logement : le PLH ;
- ❖ Réaliser le Pont Aval sur l'Arve, afin de relier le Quartier du Bois Jolivet, enclavé sur une confluence, avec la rive droite de l'Arve et le centre-ville ;
- ❖ Réaliser les équipements structurants d'une agglomération de 25.000 habitants : Médiathèque, centre nautique, micro-crèche ;
- ❖ Poursuivre la dynamique économique et l'emploi par la création de zones industrielles et la création de services intercommunaux à la population active : crèches, restauration scolaire, garderie, service jeunesse... implantés au plus près des habitants ou utilisateurs (ex : service jeunesse au sein d'une structure polyvalente à proximité du collège).

➢ Diagnostic, enjeux et grandes orientations du contrat de ville

Le diagnostic participatif a été élaboré à partir de données existantes recueillies auprès des partenaires du contrat de ville, en s'appuyant sur le droit commun des différents acteurs et en incluant les thématiques transversales : égalité femme/homme, jeunesse, lutte contre les discriminations, citoyenneté.

La synthèse du diagnostic a permis de dégager les grandes orientations suivantes :

- ✓ Désenclaver le quartier Bellerive pour sécuriser et améliorer le quotidien
- ✓ Reconnecter les quartiers /modes doux sur les tronçons manquants
- ✓ Développer la gestion urbaine de proximité : déchets, stationnement,...
- ✓ Disposer de locaux et de services publics dans les quartiers (services publics, animation associations, service jeunesse, maison de l'emploi)
- ✓ Mettre en œuvre une politique d'attribution des logements (mixités, parcours résidentiel, mobilité inter-bailleurs, intercontingents, « bourse au logement »)...
- ✓ Lutter contre l'immobilisme des jeunes dans les quartiers
- ✓ Modifier les comportements des jeunes afin d'accompagner la mixité
- ✓ Soutenir et accompagner les parents
- ✓ Répondre aux besoins en garde d'enfant / horaires / nb place d'accueil
- ✓ Développer la prévention
- ✓ Lutter contre les nouvelles conduites addictives à risque (droit à l'image / sensibilisation à l'outil internet/...)
- ✓ Lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire au collège et au lycée (passerelles Ecoles – Collèges – Lycée, aide aux leçons), réseau REP
- ✓ Permettre le recours aux droits, l'accès à la santé
- ✓ Assurer des modes de garde et des services périscolaires, en fonction de l'activité économique
- ✓ Accompagner les jeunes des quartiers vers des solutions d'emplois et leur garantir un revenu minimum
- ✓ Lutter contre les exclusions
- ✓ Conforter la présence de Pôle emploi

➢ Bonneville, quartier prioritaire « Les Iles - Bois Jolivet - Bellerive »

Bonneville est engagée dans la politique de la Ville depuis le début des années 2000.

D'importants investissements ont été consacrés successivement et dans une continuité entre les quartiers des Iles, du Bois Jolivet et du Bouchet. Ces quartiers étaient concernés par les précédents Contrats Urbains de Cohésion Sociale ; Le Bouchet demeurant un quartier en « veille active » (sortie de dispositif politique de la ville).

Le quartier de Bellerive, plus récent et en rive gauche de l'Arve, nécessite quant à lui d'importantes mesures d'aménagement, afin de compléter l'intervention en réhabilitation du bâti conduite par le bailleur.

En application du décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 et à l'issue de la phase de consultation, le quartier prioritaire de Bonneville « Les Iles – Bois Jolivet – Bellerive » a été fixé par décret n°2014-1750.

La population du quartier retenu est de 2'210 habitants pour un revenu médian de 11.000€/an.

Il est à noter que ce quartier n'a pas été retenu au titre des 200 quartiers «ANRU » définis au niveau national. Il figure néanmoins au titre des quartiers éligibles aux projets d'intérêts locaux.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le quartier prioritaire au titre de la politique de la Ville formé par les secteurs du Bois Jolivet, des Iles et de Bellerive de la commune de Bonneville, a été retenu comme site de priorité régionale par le conseil d'administration de l'ANRU en date du 23 juin 2015.

1- Le quartier du Bois Jolivet
2- Le quartier des Iles
3- Le quartier de Bellerive

Le quartier du Bouchet ne fera pas l'objet d'un soutien dans le cadre du NPNRU mais le programme de réhabilitation et de rénovation urbaine engagé en 2007 sera poursuivi jusqu'à son terme.

Pour mémoire : destruction de 44 logements, construction de 2 opérations nouvelles de 24 logements locatifs et 24 en accession sociale à la propriété, réhabilitation par phase de 48 puis encore 58 logements, aménagements des espaces extérieurs cheminement piétons, jeux. La fin du programme est prévue pour fin 2017.

Ce programme volontariste porté par la ville et le bailleur Haute-Savoie Habitat ont permis de structurellement améliorer la situation du quartier notamment en termes de mixité sociale de telle sorte qu'il n'est pas ressorti dans le carroyage ayant abouti à l'identification des QPV.

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

2.1.1 Orientations de la CCFG en faveur de la cohésion sociale et territoriale

- Mobilité et Transports

La création du pont Aval sur l'Arve par la CCFG en 2009 poursuivait l'objectif de **désenclaver le quartier du Bois Jolivet**, situé jusqu'alors au bout d'une confluence, afin de le reconnecter avec le centre-ville de Bonneville.

Le pont aval a été pensé avec 2 passerelles latérales pour les modes doux, et l'ouverture de cette infrastructure structurante s'est accompagnée de la requalification complète de l'axe de voirie du Bois Jolivet : Avenue Pierre Mendes France.

Dès 2008, également, la CCFG a manifesté l'intérêt de devenir Autorité Organisatrice des Transports Urbain (AOTU). Le SM4CC « Proxim'iTi » a été créé avec 3 communautés de communes limitrophes en 2012, et gère actuellement le transport scolaires et le Transport à la Demande proposé sur le territoire.

Le **transport à la demande** permet à chaque personne ne disposant pas de moyen de mobilité d'être transporté de porte à pôle, de leur domicile à l'un des 95 points du territoire (services et équipements publics, hospitaliers, commerces, ...), dont les services publics localisés dans le quartier prioritaire (maison de l'emploi, sc'Art à B, maison d'arrêt) pour 2€ par trajet. Il préfigure les lignes fortes qui seront prochainement déployées par du transport urbain régulier.

Il est à noter que les adolescents du Bois Jolivet sont transportés quotidiennement par Proxim'iTi en direction du collège de St Pierre en Faucigny en raison de leur rattachement à cet établissement dans la carte scolaire.

- Habitat et cadre de vie

La CCFG a fondé son projet de territoire sur une stratégie affirmée en matière de planification, par l'élaboration simultanée de 2006 à 2011 d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT Faucigny Glières) et de son volet logement, le Programme Local de l'Habitat (PLH).

Afin de **faciliter le parcours résidentiel** des familles, un axe fort du PLH encourage la mobilité inter-contingents des logements locatifs aidés.

Le quartier du Bois Jolivet a été le premier quartier intercommunal à accueillir des collecteurs semi-enterrés pour les **déchets ménagers** (collecteur de première génération qu'il convient de changer), installés durant les travaux de rénovation urbaine de 2009.

En outre, la CCFG maintient et poursuit le développement des **services à la population** avec toujours plus de proximité : le quartier prioritaire est conforté par la présence de la Halte-Garderie intercommunale, un partenariat est noué avec l'internat de l'institut médico éducatif (IME) du Bois Jolivet afin de permettre la restauration scolaire des primaires sur leur site, et le service jeunesse va déployer de nouveaux sites de présence in situ.

Elle pratique une tarification de l'ensemble de ses services sur la base du quotient familial des familles, voire la gratuité, afin de permettre toujours aux plus démunis d'accéder aux services à l'enfance.

La police intercommunale est également présente dans les quartiers par une importante médiation, en lien avec les services de la gendarmerie (site en ZSP).

- Emploi et Insertion

La CCFG soutient depuis sa création la Maison de l'emploi de Bonneville (subvention de fonctionnement annuelle) installée dans le quartier de Bellerive, sur la base de leur programme annuel, notamment en faveur des résidents des quartiers.

La CCFG subventionne également annuellement la Mission Locale jeunes Faucigny Mont-Blanc pour ses actions à destination des cibles jeunes, sous ou non qualifiées du quartier prioritaire.

Chaque année, la CCFG emploie environ 10 personnes en chantiers d'insertion, et supervise les missions communales de sur-entretien et de chantiers EPDA dans le quartier prioritaire.

Le contrat de ville s'inscrit en cohérence avec l'ensemble des politiques menées et répond aux enjeux territoriaux de cohésion urbaine et sociale, de préservation de l'environnement, de développement économique.

Son objectif est de réduire les écarts de développement entre le quartier prioritaire, établi sur une base de revenu médian très faible des ménages constituant sa population, et le reste du territoire et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Aussi, le contrat de ville repose sur de véritables projets territoriaux intégrés à l'échelle du quartier prioritaire sur la base d'un diagnostic territorial participatif.

Les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels du contrat de ville ont été définis par piliers :

- ❖ Pilier « Cohésion sociale » et « Valeurs de la République et la citoyenneté »
- Vivre ensemble,

- Prévenir la délinquance,
- Renforcer les dispositifs famille jeunesse éducation,

❖ Pilier « Emploi et développement économique »
- Prévenir les exclusions,
- Former les jeunes,
- Conserver l'emploi des actifs,

❖ Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain »
- Repenser les équipements publics,
- Poursuivre la rénovation des quartiers,
- Déployer une gestion urbaine de proximité,

Le Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » se décline en plusieurs orientations stratégiques qui permettent de répondre aux enjeux soulevés par les partenaires et de s'inscrire dans un projet de ville durable, fonctionnelle, mixte et équilibrée, respectueuse de son environnement pour le bien-être des habitants tout en y réunissant des conditions propices au dynamisme et à l'innovation.

Les 3 quartiers ou secteurs qui composent le QPV sont géographiquement et fonctionnellement relativement autonomes les uns vis à vis des autres. C'est pourquoi le présent protocole identifie les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels de manière distincte à chaque quartier.

2.1.2 Quartier de Bellerive

Les 166 logements présents sur le quartier ont fait l'objet d'une récente intervention importante sur le bati (ravalement, sécurisation des garages en sous-sol réfection des parties communes, remplacement portes de hall et contrôles d'accès) par le bailleur social Halpades. Suite à ces travaux et en continuité de son action en faveur des quartiers, la commune a initié une importante réhabilitation des espaces extérieurs, présentée en conseil municipal en 2013 après une importante phase de concertation menée avec le bailleur et les riverains.

Les objectifs du projet sont notamment :

-Le désenclavement de la place des poètes (site à enjeux dans la ZSP)

-La résidentialisation des pieds d'immeubles

-La révision des circulations et stationnements, notamment en connexion avec l'avenue d'Aoste pour -le déploiement des modes doux.

-La requalification des logements locatifs sociaux contribuant à la diversification de l'offre et accompagnant la mutation urbaine.

-le développement de la Maison de l'emploi en Cité des métiers.

2.1.3 Quartier des Iles

Le site se compose d'une part d'une gendarmerie et de deux bâtiments destinés aux logements des gendarmes et de leur famille et d'autre part de 258 logements sociaux ayant pour bailleur Halpades : 9 T1, 52 T2, 71 T3, 114 T4, 12 T5 et 1 bureau de proximité. Ils se répartissent en 9 bâtiments construits dans les années 1970 (4 barres et 5 tours de plus de 6 étages).

A fin octobre 2015, la population des logements du bailleur Halpades est de 727 habitants (elle était de 788 en 2010) et 25 % des foyers ont des ressources inférieures à 10.000 € par an (ils étaient 24 % en 2010).

Le quartier des Iles bien que situé à proximité du centre ville souffre de l'obsolescence des bâtiments, de la paupérisation de sa population, d'un modèle urbanistique démodé et d'un manque d'attractivité et de mixité sociale.

L'actuelle gendarmerie est accueillie au sein de locaux communaux vieillissants nécessitant de fréquentes et couteuses opérations d'entretien et de remises aux normes. De plus, du fait de l'évolution du contexte urbain de la Ville, son emplacement n'est plus stratégique au regard de la zone d'intervention potentielle et rend les trajets liés à son activité (tribunal, maison d'arrêt,...) complexes en terme de circulation. Aussi il est d'ores et déjà prévu que la gendarmerie actuelle sera reconstruite dans le nouveau quartier de Bénéry par la Semcoda qui prendra en charge la démolition des locaux de service de l'ex-gendarmerie et la construction sur cette emprise libérée d'une trentaine de logements ainsi que la réhabilitation des deux tours actuellement dédiées à l'habitation des gendarmes. Il n'est pas sollicité de financement au titre du NPNRU pour ce projet.

Concernant les logements d'Halpades, une première réhabilitation importante au début des années 2000 avait redonné une attractivité au quartier (changement des menuiseries extérieures, mise en sécurité électrique des logements, reprise des étanchéités des terrasses, changements de la chaufferie, changement des réseaux de chauffage entre les bâtiments, modernisation des ascenseurs, ravalement des façades) , Halpades constate que depuis 2014 cette attractivité s'érode (hausse des départs, augmentation du temps nécessaire à la relocation, constat de refus des candidats).

Le plan de stratégie patrimonial d'Halpades prévoit de redéfinir une stratégie pour ce quartier à partir de 15 ans suivant la dernière réhabilitation.

A ce jour, le constat est le suivant : Les composants techniques utilisés pour la construction sont obsolètes : défaut d'isolation et de ventilation correcte du bâti, mode de chauffage en monotube empêchant une régulation précise par appartement, problème d'humidité, réseaux des fluides propices aux fuites en vide sanitaire et gaines techniques, structure du bâti amiantée, empêchant la réalisation de gros travaux sur les ouvrages en site occupé et absence de balcon.

Deux scénarios envisagés, un seul réaliste et porteur de sens

La réhabilitation, en site occupé, au vu de ce premier bilan et de l'évolution de la réglementation des nouvelles normes thermiques, en matière de sécurité et sanitaire serait coûteuse et compliquée à mettre en œuvre en site occupé sans pour cela améliorer le cadre de vie et la conception des logements

La restructuration complète du site apparaît bien plus pertinente en matière de qualité de vie des habitants du quartier. Cette orientation a été évoquée très favorablement lors d'une réunion de travail le 12 février 2016 entre les élus de la ville, de la communauté de communes, les bailleurs et les représentants de l'État.

2.1.4 Quartier du Bois Jolivet

Le Bois Jolivet a fait l'objet d'un périmètre d'étude le 19 janvier 2004 par délibération n°20-2004. Sa requalification démarre en 2006, par l'approbation du projet au sein du conseil municipal du 3 avril à l'issue d'une enquête réalisée auprès des habitants et des études menées en partenariat avec le bailleur social Halpades et les services de l'Etat au sujet du secteur de la confluence (« queue du Borne »).

Le projet, visant à améliorer le cadre de vie et dynamiser le quartier, a été structuré autour de 3 grands objectifs, présentés à la population en réunion publique le 06 avril 2007 :

- Amélioration de la qualité du bâti ;

- Faciliter la circulation et ouvrir le quartier sur le centre-ville, en rive droite : construction du pont aval, rénovation de la passerelle piétonne, création de places de parking, sécurisation des avenues Pierre Mendes-France et Béatrix de Faucigny, création de voies piétonnes et cyclistes, reprise des réseaux ;
- Améliorer le cadre de vie des habitants : accès sécurisés aux abords des écoles (voie verte), réaménagement des espaces extérieurs des immeubles, aménagements paysagers de qualité, aménagement des lieux de vie et d'échanges (aires de jeux, cheminements doux)...

En 2008, le bailleur Halpades réhabilite 167 logements place Verdi. Les aménagements projetés sont réalisés et le désenclavement du quartier est effectif par la construction du pont aval entre 2007 et 2010.

Des coûts exorbitants de rénovation du bâti et la situation des terrains dits de la Queue du Borne situés entre le Borne et la maison d'arrêt, véritable coupure urbaine de nature à déqualifier ce secteur, ont justifié la démolition en 2015 par Halpades, en partenariat avec la Ville, des 66 logements du quartier. En effet, force était de constater que le quartier du Bois Jolivet ne pouvait plus répondre aux impératifs de mixité sociale et fonctionnelle, de mobilité et d'ouverture attendus par ses habitants. Le terrain désormais nu de toute habitation fera l'objet d'un réaménagement paysager et de l'installation d'équipements de loisirs (jeu de boules) afin de constituer un véritable poumon de quartier.

Ce lieu est chargé de sens et d'histoire puisqu'il se situe à la confluence de l'Arve et du Borne et fût pendant de longues années un lieu de vie et de rencontre des habitants du quartier. Aussi, son réaménagement sera conduit par la volonté de perpétuer la vocation de lien social et la symbolique de ce lieu. Il sera aménagé en parc public offrant des zones de détente, de rencontres et de loisirs et conservant de belles perspectives sur la confluence des deux rivières.

Ainsi dans le cadre du NPNRU, l'enjeu pour le quartier du Bois Jolivet est de poursuivre et d'achever les actions engagées.

2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

2.2.1 Réhabiliter et désenclaver Bellerive

Le projet de réhabilitation de Bellerive prend en compte les usages (loisirs, déplacements, échanges, services, emplois), les conditions de vie, les enjeux de gestion et de sûreté du quartier et permet d'anticiper au mieux les évolutions et mutations futures.

- Augmenter la diversité de l'habitat
La réhabilitation et la restructuration du quartier de Bellerive par l'ensemble des partenaires lui permettront de gagner en attractivité, de se distinguer par de meilleures conditions de vie, son accessibilité et son ouverture sur la ville et de favoriser ainsi la mixité sociale.
→Désenclavement de la place des Poètes
→Réhabilitation pour une meilleure image
→Conférence intercommunale du logement et convention d'équilibre territorial à l'échelle de l'EPCI
→Résidentialisation des pieds d'immeubles, réaménagement d'une placette, sécurisation des garages en sous-sols, création d'espaces verts permettant de délimiter l'espace public extérieur et l'espace privé des immeubles.

- Adapter la densité du quartier à son environnement et aux fonctions urbaines visées

-Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants

L'objectif est d'améliorer le lien entre le quartier de Bellerive et le centre-ville de manière à conforter sa vocation urbaine en mettant l'accent sur les modes doux tout en intégrant les problématiques de collecte des

déchets, de gestion des eaux pluviales, et d'accès aux services de secours. Il s'agit également d'améliorer l'attractivité du quartier et la qualité de vie des habitants par une meilleure fonctionnalité, et une sécurisation des espaces publics (stationnements, aires de jeux, videoprotection).

Cette restructuration permettra également d'améliorer les conditions de dessertes du quartier et conforter sa vocation urbaine.

→ Désenclavement et résidentialisation de la place des Poètes

→ La révision des circulations et stationnements, notamment en connexion avec l'avenue d'Aoste pour le déploiement des modes doux.

→création et réorganisation des stationnements extérieurs
→Sécurisation des parkings
→pistes cyclables, transports collectifs, liaisons piétonnes notamment vers l'autre rive de l'Arve en direction de la gare et du centre ville,
en particulier il est envisagé une passerelle piétonne (ou modes doux), jumelée au viaduc ferroviaire reliant le quartier au centre-ville dont la construction répond à des impératifs de sécurité et de désenclavement du quartier de Bellerive, associés à la hausse de la fréquentation de la Gare en lien avec le projet CEVA et à la densification de quartiers proches.
Le secteur urbain de la gare de Bonneville fait l'objet de plusieurs réflexions à l'horizon de la mise en service du projet CEVA à l'horizon 2018. Le projet CEVA comprend la ligne « Léman Express » qui va parcourir la vallée de l'Arve avec un service ferroviaire dont le cadencement sera amplement amélioré. En outre, le temps de parcours pour relier Genève sera diminué. La liaison ferroviaire deviendra ainsi compétitive avec le véhicule individuel.
Ces réflexions se sont notamment traduites par la réalisation de Pôle d'échange multimodal à proximité de la gare en cours de travaux.

- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement
Le quartier de Bellerive accueillera une cité des métiers et l'offre de services publics sera confortée :
→agrandissement de la maison de l'emploi, labellisée Relais de Service Publics, permettant une installation de la CPAM, un accueil plus important des équipes Pole Emploi, une extension de l'Espace Création / Reprise d'Entreprise (récent espace de coworking), et sa transformation en Cité des métiers
Ce projet nécessite une surface de 150m². Il est envisagé la transformation de 2 à 4 logements sociaux de type PLA (Prêt locatif aidé) en bureaux.

- Viser l'efficacité énergétique et contribuer à la transition écologique des quartiers
Le bailleur mène actuellement une étude de consommation énergétique des 166 logements du quartier de Bellerive. Cette étude permettra d'élaborer un plan d'actions.

2.2.2 Restructuration du quartier des Iles

Le **nouveau projet pour un nouveau quartier :**

Le renouvellement urbain vise une redynamisation complète du quartier qui souffre de l'obsolescence du bâti, d'un déficit d'image et de la paupérisation de sa population. Il consisterait à reconstruire l'offre de logements, à démolir les immeubles actuels et à réaliser un nouveau quartier. Sur ce tènement situé à proximité du centre-ville sera reconstruit, suite à une étude urbaine architecturale et paysagère poussée et une étude de stratégie de peuplement, un ensemble de logements, des aménagements d'espaces publics, l'éventuelle création d'équipements publics nécessaires.

L'étude portera sur la création de logements en accession libre, locatif privé, accession réglementée et locatif social permettant une diversité d'habitat et une mixité sociale forte. Ce projet se fera nécessairement par phases et impliquera également la reconstruction par le bailleur Halpades d'au moins 258 logements locatifs

sociaux sur différents sites (Bonneville est une commune concernée par l'application de la loi solidarité et renouvellement urbains dite SRU).

Dans un souci de repeuplement des habitants concernés et de maintien de l'offre locative sociale, chaque reconstruction devra être réalisée, autant que possible, avant la démolition.

Aussi, Plusieurs sites ont d'ores et déjà été identifiés par la commune de Bonneville comme étant potentiellement susceptibles d'accueillir les reconstructions de logements.

Au regard du besoin en matière de logements sur la commune et l'EPCI et compte tenu du fait qu'il s'agira d'un quartier complètement nouveau, l'objectif de mixité sociale impose de reconstituer une partie de l'offre en logements locatifs sociaux sur le site actuel des Iles.

Les habitants seront au cœur de ce dispositif, des réunions d'information et de concertation seront organisées régulièrement en plus d'un dispositif individuel qui permettra d'accompagner chaque famille dans cette démarche.

2.2.3 Poursuivre la rénovation urbaine du Bois Jolivet

→ *Création d'équipements publics et collectifs et reconquête de pied d'immeuble au cœur du quartier*
Aménagement d'un ancien local commercial pour la création d'un local de quartier et l'agrandissement de l'agence de Haute-Savoie Habitat. Le local de quartier sera principalement utilisé par les services Jeunesse et Enfance et servira également de lieu de permanences pour l'association de quartier et la mission locale.
Le projet consiste à exploiter le local commercial actuellement vacant (ancienne boucherie) au RDC de la résidence LE SALEVE – 44 rue Ravel à Bonneville, afin de le réaménager complètement.
Sur une partie Haute-Savoie HABITAT agrandira son agence actuelle et réorganisera ses locaux afin d'avoir un accès direct visiteur depuis la rue principale (rue Ravel). La deuxième partie du local sera dédiée à la CCFG qui pourra créer un local de quartier accessible également directement depuis le devant de la résidence.
Le projet prévoit la mise en conformité des accès pour les PMR aux différents locaux, mais également pour les locataires de la résidence.
Par ailleurs, en 2016, le bailleur a assuré l'isolation par l'extérieur de 44 logements de la Résidence du Salève, avec remplacement des garde-corps et installation de paraboles collectives afin de supprimer les installations individuelles.

→ *Requalification de la queue du Borne, aménagement paysager et de loisirs,*
Suite à la démolition des immeubles dits de la Queue du Borne et de ses 66 logements, situés à la confluence de l'Arve et du Borne, le terrain désormais nu de toute habitation fera l'objet d'un réaménagement paysager et de l'installation d'équipements de loisirs (jeu de boules) afin de constituer un véritable poumon de quartier et de contribuer à une amélioration du cadre de vie s'appuyant sur le renforcement du lien intergénérationnel.
Son réaménagement sera conduit par la volonté de perpétuer la vocation de lien social et la symbolique de ce lieu. Il sera aménagé en parc public offrant des zones de détente, de rencontres et de loisirs et conservant de belles perspectives sur la confluence des deux rivières.

→ *Insertion de la maison d'arrêt dans le quartier (fresque, parking, ...)*
La commune souhaite mener un travail artistique sur le mur de la maison d'arrêt, comme cela a été réalisé au niveau du rond-point de la Colonne ou sur le mur de la médiathèque. Ce projet a fait l'objet d'une concertation préalable avec le Directeur de la maison d'arrêt et l'administration pénitentiaire. Il s'agit de mettre en valeur le mur de la maison d'arrêt par la réalisation d'une fresque représentant des scènes historiques de la commune. Depuis la représentation des montagnes symboliques de la ville, de la rivière et de son endiguement, jusqu'aux récentes réalisations qui ont marqué le territoire : l'ouverture du Centre Hospitalier Alpes Léman et du Centre Nautique sur les communes voisines.

→ *Amélioration des équipements de proximité en matière d'ordures ménagères*

Recalibrage de l'offre de conteneurs semi-enterrés des ordures ménagères et de tri sélectif

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration

Les points de vigilance de l'ANRU concernant le protocole de Bonneville sont les suivants :

Convention d'équilibre territorial

La convention d'équilibre territorial est l'une des conventions opérationnelles d'application du document cadre sur les orientations en matière d'attribution des logements sociaux définies par la conférence intercommunale du logement (CIL).

La convention d'équilibre territorial ne concerne pas uniquement les quartiers prioritaires politiques de la ville mais porte sur l'ensemble du parc social de l'EPCI. L'objectif est celui d'un vrai rééquilibrage territorial qui passe par une stratégie globale d'attribution définie au niveau intercommunal.

Cette convention définit :

I. les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux, dont les mutations, en tenant compte de la situation des QPV et dans le respect des articles L. 300-1 (droit au logement) et L.441-2-3 (DALO), du CCH ;
II. les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain ;
III. les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation pour mettre en œuvre des objectifs de la convention.

La convention d'équilibre territorial devra être signée au plus tard lors de la signature de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain. Les travaux de la CIL doivent être organisés pour respecter cette échéance.

Association des habitants et conseil citoyen

Le renforcement de la participation des habitants au suivi des actions de la politique de la ville est une orientation majeure de la loi du 21 février 2014, notamment à travers la création d'un conseil citoyen au sein de chaque quartier prioritaire. Le conseil citoyen doit comprendre une part d'habitants du quartier tirés au sort. Des représentants du conseil citoyen doivent participer à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain.

Cette association forte du conseil citoyen est vecteur d'amélioration du projet mais également d'une plus grande appropriation du projet par les habitants. Ainsi il faudra veiller au bon fonctionnement du conseil citoyen : respect des règles de composition, mise à disposition des moyens nécessaires à son fonctionnement, participation aux instances de pilotage du contrat de ville et du projet de renouvellement urbain, écoute des propositions formulées, encourager et proposer des formations à quelques membres du conseil citoyen.

Examen de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain par le comité d'engagement de l'ANRU
Compte tenu de la nature et de l'ampleur du projet sur le quartier des Iles, le projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain devrait être examiné par le comité d'engagement de l'ANRU au niveau national. Le comité d'engagement de l'ANRU est légitimement très sensible au bon fonctionnement du conseil citoyen car c'est un élément important de la réussite du projet de renouvellement urbain.

Conduite de projet
Si l'ampleur du projet de renouvellement urbain sur le quartier des Iles est confirmé, il sera assez rapidement nécessaire qu'une personne de la ville de Bonneville, ou de la CCFG, soit spécifiquement affectée à la conduite du projet de renouvellement urbain sur le QPV.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Les projets sur les quartiers de Bellerive et Bois Jolivet s'inscrivent dans le prolongement d'actions déjà engagées depuis quelques années. De ce fait et de part leur nature, leur mise en œuvre nécessite une concertation avec la population et des études de maîtrises d'œuvre mais pas d'études stratégiques relevant du protocole de préfiguration.

Quartier des Iles : une étude urbaine et une étude de peuplement

En revanche la situation est tout autre sur le quartier des Iles. Pour ce quartier, au stade du protocole de préfiguration il est prévu la réalisation d'une étude urbaine qui portera sur l'aménagement du nouveau quartier des Îles.
De manière à ce que le résultat de l'étude guide les aménagements proposés, la typologie des logements nouveaux construits sur ce quartier (accession libre et sociale, locatif privé, et social) en cohérence avec l'ensemble du quartier des Iles,
l'étude portera sur le tènement des bâtiments Halpades mais également sur celui de l'ex-gendarmerie et des locaux attenants.
L'étude devra intégrer le phasage de l'opération,.elle portera sur :
la typologie des nouveaux logements nouveaux à construire en vue d'une diversité de l'habitat et d'une mixité sociale
la connexion du quartier au reste de la ville et en particulier au centre-ville, c'est-à-dire l'accès au quartier en lien avec les tènements de l'autre côté de la route départementale qui borde le quartier et en intégrant la dimension mode doux
le projet architectural et son intégration dans son environnement dans l'optique d'une ouverture sur la ville
la qualité et fonctionnalités des espaces publics,
une réflexion sur la production d'énergie destinée au chauffage
les besoins en équipement, dans le but si possible d'apporter une diversité à la fonction résidentielle du quartier
la répartition des espaces dédiés aux équipements publics, services, activités économiques au regard du positionnement en extrémité de Ville
l'interface en matière de sécurisation des déplacements et en matière de stationnements avec les tènements situés à proximité immédiate du quartier des îles de l'autre de côté de la route départementale qui borde le quartier et de l'autre côté de la rue de la paix. En effet ces tènements comportent des équipements sportifs et des places stationnements utilisés par les habitants du quartier.
les aménagements de voirie, de réseaux divers et des espaces publics en privilégiant la gestion des eaux pluviales
le calendrier prévisionnel d'exécution

Cette étude urbaine devra également traiter de l'aspect reconstruction sur les différents sites envisagés.

Enfin, elle sera complétée par une étude de peuplement pilotée par la communauté de communes afin de disposer d'une vision stratégique en la matière et de déterminer en lien avec l'étude urbaine, dans quelle proportion il est opportun de reconstruire des logements locatifs sociaux sur le quartier des Iles. L'intégration de ce nouveau projet urbain nécessite également un accompagnement social des habitants, leur adhésion et un plan de communication spécifique.

Les loyers pratiqués par Halpades dans le quartier des Iles sont les plus bas de son patrimoine. Halpades devra veiller à ce que le taux d'effort des locataires relogés : couple loyer + charges respecte les clauses du RGA de l'ANRU. Il conviendra d'assurer l'accompagnement des ménages, dont le relogement sera rendu nécessaire dans le cadre du renouvellement urbain, et d'instaurer le parcours résidentiel vers des logements neufs voir de l'accession sociale.

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, les maîtres d'ouvrages signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux – à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

Les principes d'information régulière et de co-construction fondent l'élaboration des opérations de renouvellement urbain.
L'Etat, les collectivités, les acteurs locaux et citoyens participent conjointement à la définition des actions de renouvellement urbain au regard des besoins identifiés dans les quartiers.
Aussi, il s'agit de poursuivre les démarches variées engagées ces dernières années dans les quartiers de Bellerive et du Bois Jolivet et de soumettre le projet de renouvellement urbain des Iles à la participation des habitants.
Le bulletin municipal de Bonneville et les publications de la CCFG seront un relai d'information écrite privilégié et régulier du suivi des opérations de renouvellement urbain sur le territoire.
La co-construction des projets sera élaborée lors de réunions spécialement organisées au sein des quartiers à l'issue d'une large publicité. L'ensemble des habitants et acteurs de la société civile seront invités à échanger et à formuler leurs observations.
Enfin, la réunion régulière du conseil citoyens de Bonneville, formé de 2 collèges (habitants et acteurs locaux) composés de 14 personnes, garantie les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes, en favorisant l'expertise partagée, en garantissant la place des habitants dans toutes les instances de pilotage et en créant un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants.
Le conseil citoyen apporte son expertise propre à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation du contrat de ville et des opérations de renouvellement urbain.
Une 1ère réunion du conseil citoyens s'est tenue le 9 mai 2016.

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

Conformément à l'article 8 de la loi du 21 février 2014, une convention d'équilibre territorial sera définie à l'échelle intercommunale, dans le cadre de la conférence intercommunale du logement et portera sur l'ensemble du patrimoine de la communauté de communes, avec un objectif de rééquilibrage territorial prenant en compte les quartiers identifiés par la politique de la Ville. Cette action est inscrite dans ses objectifs au PLH Faucigny Glières. La conférence intercommunale du logement a été créée par délibération n°189-2015 de la CCFG en date du 27 Aout 2015 et installée le 25 janvier 2016.

La Conférence Intercommunale du Logement (CIL), coprésidée par le président de la CCFG et le Préfet, associera :

- Les Maires de la CCFG,
- Monsieur le Préfet,
- Les bailleurs sociaux,
- Les réservataires,
- Les associations de locataires,
- Les organismes agréés exerçant une activité de maîtrise d'ouvrage (art. L 365-2 CCH),
- Les associations d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement et des représentants des personnes défavorisées.

Elle aura pour fonctions

- D'adopter les orientations relatives :
  - ✓ aux objectifs en matière d'attributions de logements et de mutations sur le parc social du territoire ;
  - ✓ aux modalités de relogement des personnes relevant de l'accord collectif d'attribution départemental ou intercommunal ou déclarées prioritaires au titre du DALO ou des personnes à reloger dans le cadre de projets de rénovation urbaine ;
  - ✓ aux modalités de coopération entre les bailleurs et les réservataires.
- De suivre également la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande Locative Sociale;
- D'élaborer la convention d'équilibre territorial prévue par la loi du 21 février 2014 relative à la programmation pour la ville et la cohésion urbaine (qui sera annexée au contrat de ville pour 2015-2020) qui définira les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux, en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La convention d'équilibre territorial poursuivra les 5 orientations suivantes :
-poursuivre le développement de l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire de la CCFG,
-assurer une répartition équilibrée des différentes typologies de produits,
-identifier les secteurs devant faire l'objet d'une vigilance conjointe de l'ensemble des réservataires et mobiliser l'ensemble des outils permettant de répondre aux enjeux de mixité à l'échelle communautaire,
-répondre aux demandeurs de mutation de manière équitable à l'échelle du territoire,
-se doter d'outils permettant un partage homogène de la connaissance de l'occupation,
-identifier les axes de travail commun permettant de travailler à l'attractivité du parc social dans les quartiers souffrant d'un déficit d'image.

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

Le NPNRU du quartier Bois Jolivet/Les Iles/Bellerive s'inscrit dans le volet urbain du contrat de ville. Il est piloté politiquement par le comité de pilotage du contrat de ville de la CCFG.

Le Comité de pilotage est composé de :

- l'État
- la CCFG
- la Commune de Bonneville
- le SM4CC
- le Conseil régional
- le Conseil départemental
- les Représentants du Conseil citoyens
- Les bailleurs sociaux : Halpades, Haute-Savoie Habitat,
- Maison de l'emploi
- Action Logement

Le comité de pilotage définira les modalités de suivi et d'évaluation des objectifs fixés dans le projet de renouvellement urbain.
Le comité technique est composé des techniciens des différentes composantes du comité de pilotage et se réunit préalablement aux comités de pilotage.
Il est co-animé par l'État, la CCFG et la commune.
Il prépare les décisions du comité de pilotage et assurera le suivi des décisions de celui-ci.

Le pilotage opérationnel de l'étude urbaine des Iles et des projets sur le Bois Jolivet et Bellerive sera assuré par les équipes de la commune en lien étroit avec les services de l'EPCI. La coordination technique opérationnelle du projet sera ainsi assurée par la commune : coordination des maîtres d'ouvrages, planning général et bon déroulement des différentes opérations.

Les études, puis les opérations seront portées par les maîtres d'ouvrages dans leurs domaines de compétences respectifs : étude urbaine par la commune, étude de peuplement par la CCFG et les bailleurs.

Le suivi de l'avancement du protocole sera réalisé par un comité technique regroupant les partenaires de la rénovation urbaine du quartier. Il permettra à l'ensemble des maîtres d'ouvrage, financeurs et réservataires, de se réunir pour traiter des questions de planning et d'avancement des opérations ainsi que d'étudier tous les points de blocage éventuel. Il se réunira deux à trois fois par an généralement avant ou après les réunions du comité techniques du contrat de ville.

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail

Le financement des opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Présentation de l'équipe dédiée à la conduite de projet, cofinancée par l'ANRU, mobilisée dans le cadre du présent protocole :

Le protocole a été élaboré par les Directions générales de la commune de Bonneville et de la CCFG.

Un poste dédié de chargé de mission de développement social et urbain a été créé en conseil communautaire à 80% pour la coordination du contrat de ville et des actions de développement social et urbain du territoire.
L'étude de peuplement sera pilotée par la personne chargée de mission habitat et cohésion sociale mise à la disposition de la CCFG par la Maison de l'Emploi.
L'étude urbaine sera conduite par la Directrice des Services Techniques de la commune de Bonneville.

9.2 Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

Libellé précis de l'opération	Échelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention Anru	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Etude urbaine	Les Iles	Commune de Bonneville	250 000 €	12,85 %	32145€	Dès la signature du protocole – sept 2016	12 mois
Étude de peuplement	EPCI	CCFG	30 000 €	12,85 %	3855€	01/09/16	5 mois

9.3 Modalités de financement par l'Anah des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

Sans objet

9.4 Modalités de financement par la caisse des dépôts et consignation des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

Libellé précis de l'opération	Échelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Etude urbaine	Les Iles	Commune de Bonneville	250 000 €	12%	30 000€	Dès la signature du protocole – sept 2016	12 mois

9.5 Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Halpades participe aux financements de l'étude envisagée sur le quartier des Iles.

Libellé précis de l'opération	Échelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Halpades	Montant de subvention Halpades	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Etude urbaine	Les Iles	Commune de Bonneville	250 000 €	32 %	80 000 €	Dès la signature du protocole – sept 2016	12 mois

Article 10. (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Sans objet

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

Le présent protocole de préfiguration prend effet à compter de la date de signature de ce dernier. Il est établi pour une durée de 16 mois à compter de sa signature. L'ensemble du programme de travail (études, expertises, missions et actions à mener pour préciser le programme urbain et les mesures de relogement des ménages et d'accompagnement du changement), et, à titre exceptionnel, les opérations d'investissement financées dans le protocole, devront donc être achevés à la date d'échéance du protocole.

La date d'achèvement du protocole correspond à la date estimée pour le solde de la dernière opération.

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'ANRU

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès de l'Agence le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Par ailleurs étant retenus en Intérêt Régional, le représentant local de l'ANRU sera systématiquement associé à l'élaboration des cahiers de charges des études, aux réunions de travail et comités de pilotage.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné par la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU. Les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la

phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Dès lors que les études seront suffisamment avancées pour connaître le volume de logements détruits et réhabilités, des échanges auront lieu avec Action Logement afin de déterminer les contreparties en conformité avec le Règlement Général de l'ANRU (cf point 6 du RGA).

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1 - Le financement des opérations par l'Anru

Le tableau financier type est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du NPNRU.

Les montants des concours financiers de l'Agence résultent de l'application des dispositions du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Au titre du présent protocole de préfiguration, l'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable de 36 000€, réparti selon la programmation prévisionnelle du tableau financier de l'annexe 3. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Les subventions de l'Anru sont attribuées sous réserve des dispositions du règlement général et du règlement financier en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah[4]

Sans objet

13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

[4] *si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé).*

L'aide accordée par la Caisse des Dépôts, est estimée à 30 000€ . Cette aide sera précisée dans une convention à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

13.4. Contrôle et audits

Sur demande de l'Agence, les maîtres d'ouvrage signataires faciliteront, à tout moment, le contrôle par l'Agence de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration, notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage faciliteront également le contrôle sur place, réalisé dans ce cadre et pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le directeur général de l'Anru peut, en tant que de besoin, faire appel à des agents habilités à effectuer le contrôle de l'administration (Inspection Générale, etc.).

13.5. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- La suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- le réexamen du protocole de préfiguration pouvant appeler la signature d'un avenant ;
- la requalification du financement prévu dans le protocole qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.6. Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

13.7. Traitement des litiges

13.7. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Anru.

13.8. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

SIGNATAIRES

L'Etat

représenté par monsieur le préfet,

Georges-François LECLERC

Et monsieur le sous-préfet de Bonneville,

Bruno CHARLOT

La CCFG,

représentée par son président,

Stéphane VALLI,

autorisé par délibération n° 150.2016 du conseil communautaire du 19 juillet 2016 ,

La Ville de Bonneville,

représentée par son maire,

Stéphane VALLI,

autorisé par délibération n°120.2016 du conseil municipal du 20 juillet 2016

Le Conseil Départemental de la Haute-Savoie,

représenté par son président,

Christian MONTEIL,

autorisé par délibération

Le Conseil Régional Rhône-Alpes Auvergne

représenté par son président,

Laurent WAUQUIEZ

autorisé par délibération

L'ANRU

représentée par son délégué territorial adjoint,

Thierry ALEXANDRE

La Caisse des Dépôts et Consignations

représentée par son directeur territorial,

Erik BULCKAERT

Halpades,

représenté par son directeur général,

Alain BENOISTON

Haute-Savoie Habitat

représenté par son directeur général,

Pierre-Yves ANTRAS

---

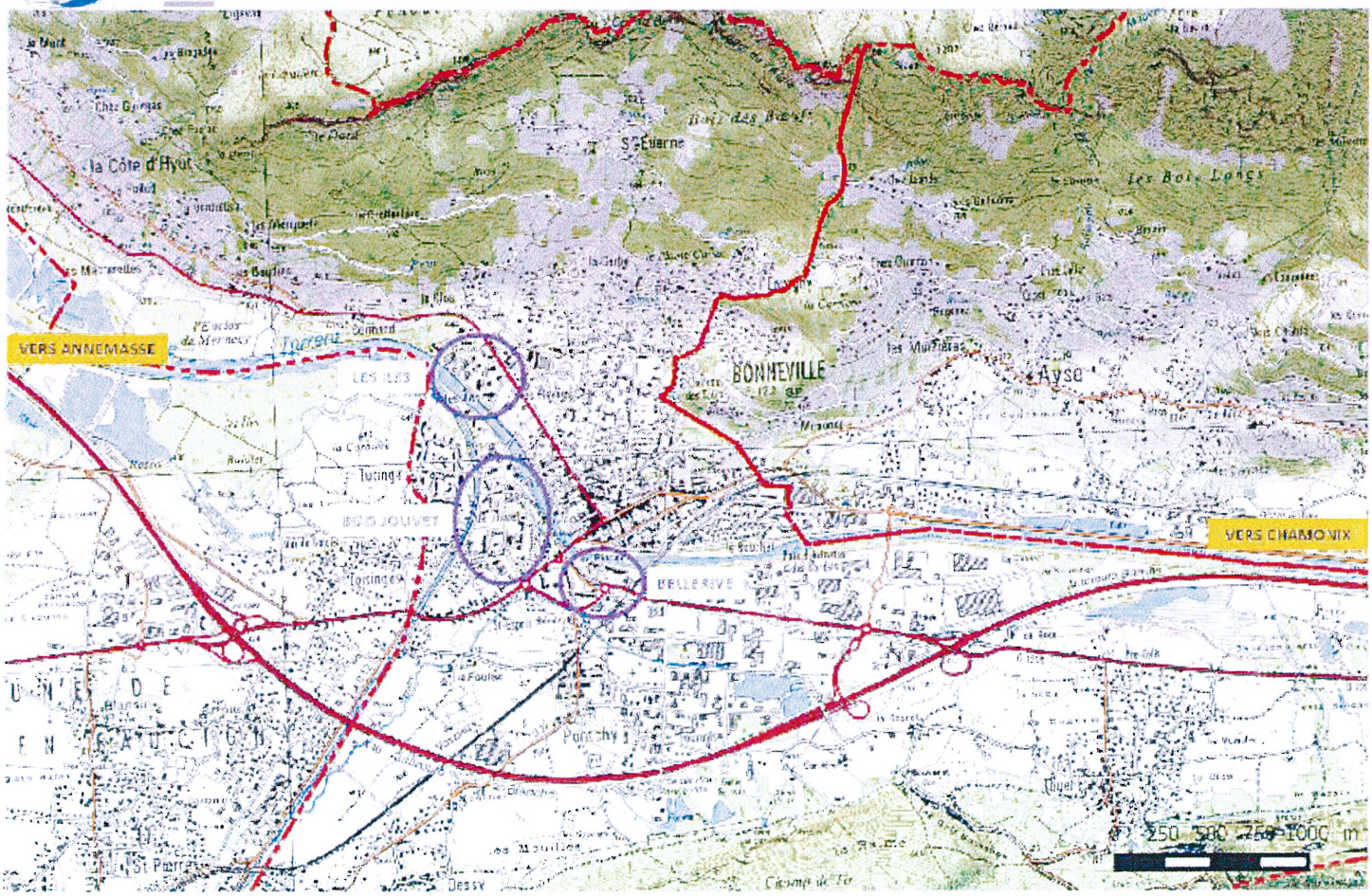
15 SEP. 2016

ANNEXES

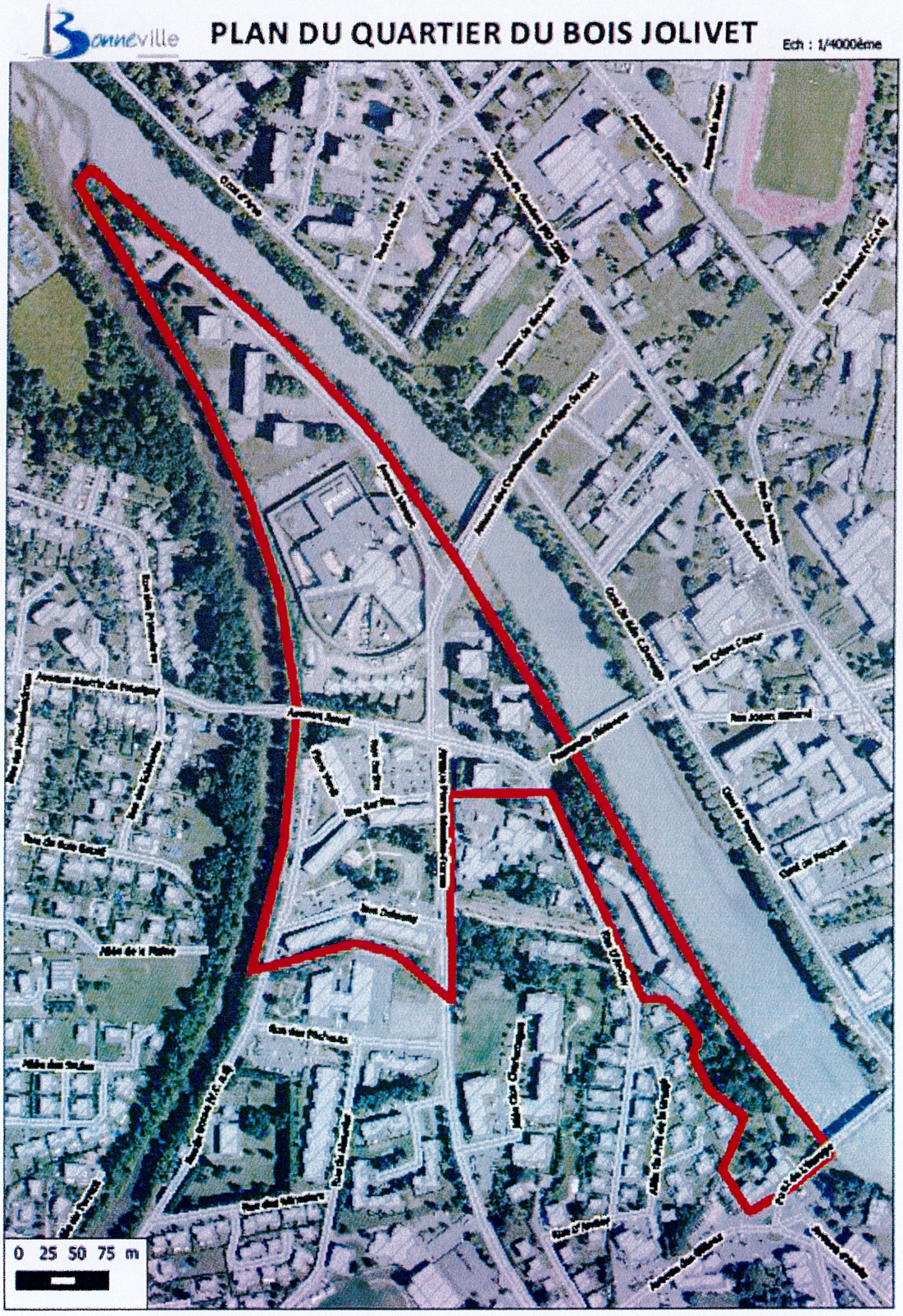
1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville
2. Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU
3. Organigramme CCFG

1. **Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville**

PLAN DE SITUATION DES QUARTIERS D'INTERVENTION



2. **Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU**



Bonneville

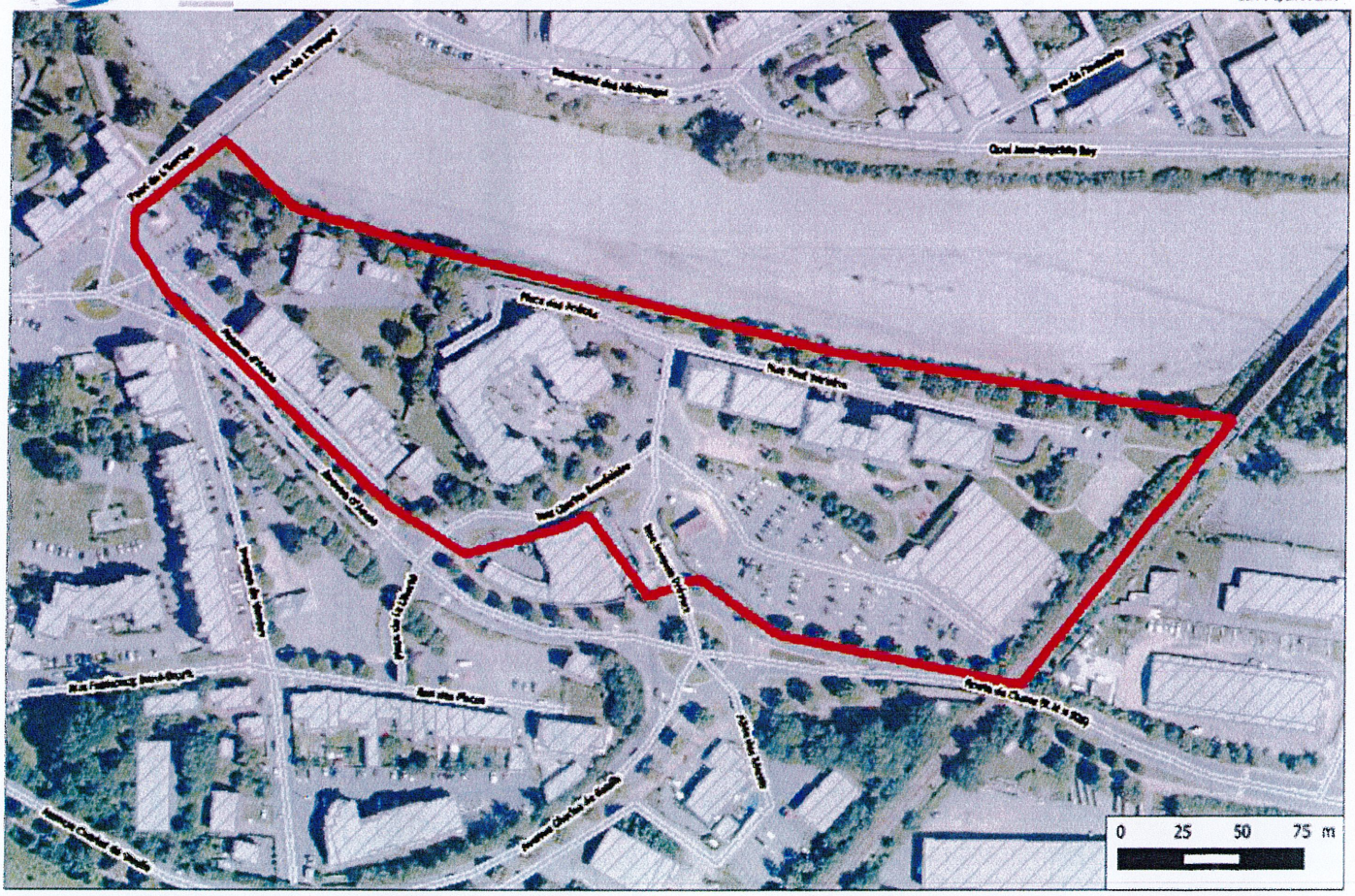
PLAN DU QUARTIER DES ILES

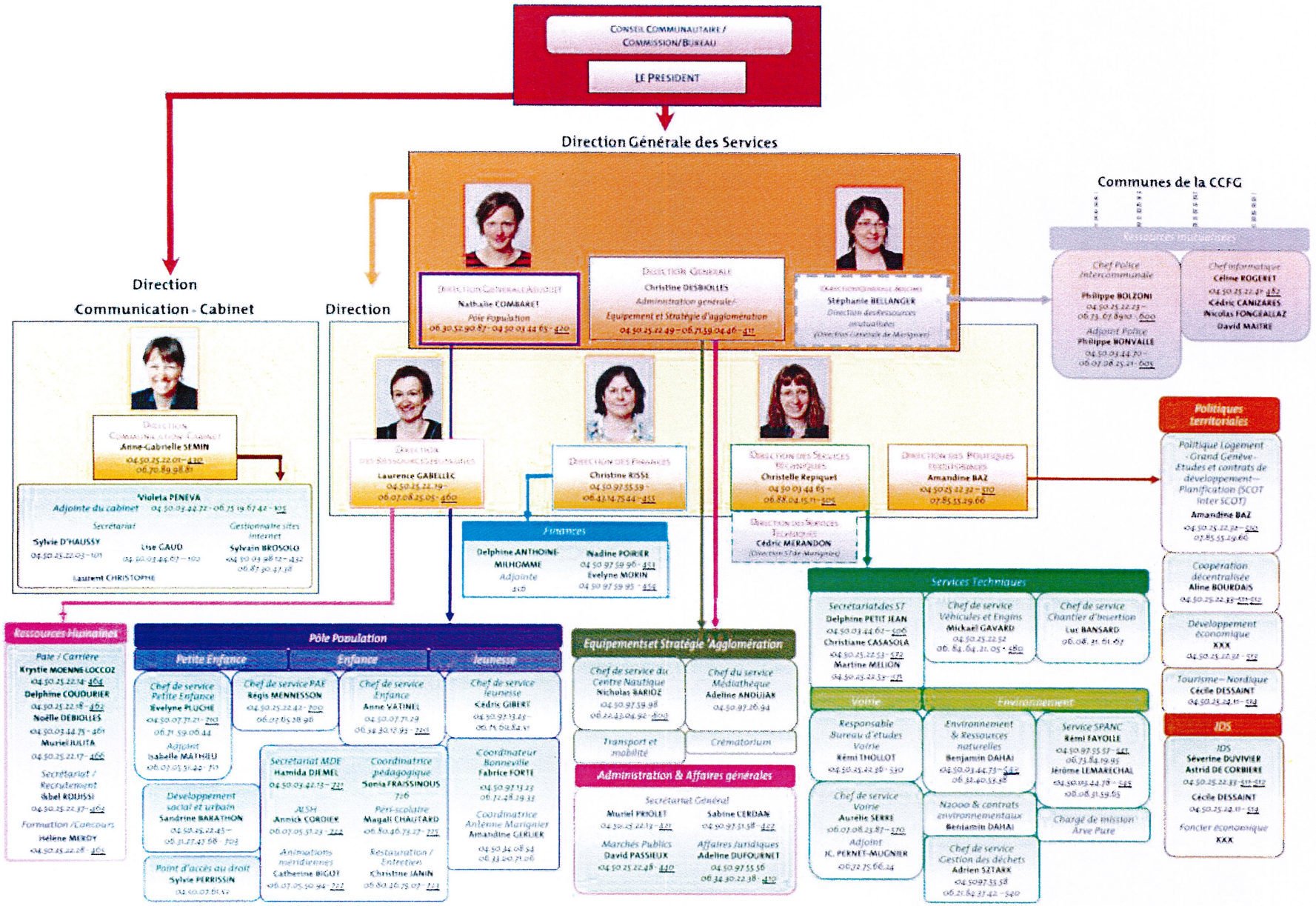
Ech : 1/2000ème



PLAN DU QUARTIER DE BELLERIVE

Ech : 1/2000ème




Conseil Communautaire / Commission/Bureau
Le Président
Direction Générale des Services
Christine DESBIOLLES
Administration générale
Equipement et Stratégie d'agglomération
04 50 25 22 49 – 06.71.59.04.46 – 411
Nathalie COMBARET
Pôle Population
06.30.52.90.87 - 04 50 03 44 65 - 420
Stéphanie BELLANGER
Direction des Ressources mutualisées
(Direction Générale Adjointe)
Communes de la CCFG
Ressources mutualisées
Chef Police Intercommunale
Philippe BOLZONI
04 50 25 22 23 – 06 73 67 8900 - 800
Adjoint Police
Philippe BONVALLE
04 50 03 44 70 – 06 07 08 25 21 - 805
Chef informatique
Céline ROGERET
04 50 25 22 47 - 482
Cédric CANIZARES
Nicolas FONGEALLAZ
David MAITRE
Direction Communication - Cabinet
Anne-Gabrielle SEMIN
04 50 25 22 01 – 430
06 70 89 98 81
Violeta PENEVA
Adjointe du cabinet 04 50 03 44 72 - 06 75 19 87 44 - 435
Secrétariat
Sylvie D'HAUSSY
04 50 25 22 03 - 401
Lise GAUD
04 50 03 44 03 - 402
Gestionnaire sites internet
Sylvain BROSOLO
04 50 03 98 12 – 432
06 87 50 41 38
Laurent CHRISTOPHE
Direction
Direction des Ressources Humaines
Laurence GABELLEC
04 50 25 22 19 -
06 07 08 25 05 - 460
Direction des Finances
Christine RISSE
04 50 97 35 39 -
06 43 14 75 44 - 455
Direction des Services Techniques
Christelle Repiquet
04 50 03 44 65 –
06 88 04 15 71 – 405
Direction des Politiques territoriales
Amandine BAZ
04 50 25 22 32 – 370
07 85 55 29 66
Finances
Delphine ANTHOINE-MIHOMME
Adjointe
Nadine POIRIER
04 50 97 59 96 - 451
Evelyne MORIN
04 50 97 59 95 - 458
Politiques territoriales
Politique Logement - Grand Genève - Etudes et contrats de développement – Planification (SCOT 1eter SCOT)
Amandine BAZ
04 50 25 22 32 – 370
07 85 55 29 66
Coopération décentralisée
Aline BOURDAIS
04 50 25 22 33 – 431-432
Développement économique
XXX
04 50 25 22 32 - 372
Tourisme – Nordique
Cécile DESSAINT
04 50 25 22 15 – 584
3DS
3DS
Séverine DUVIVIER
Astrid DE CORBIERE
04 50 25 22 33 - 431-432
Cécile DESSAINT
04 50 25 22 15 - 584
Foncier économique
XXX
Ressources Humaines
Paie / Carrière
Krystle MOENNE LOCCOZ
04 50 25 22 34 - 464
Delphine COUDURIER
04 50 25 22 58 - 462
Noëlle DEBIOLLES
04 50 03 44 75 - 461
Muriel JULITA
04 50 25 22 17 - 466
Secrétariat / Recrutement
Abel KOUASSI
04 50 25 22 37 - 460
Formation / Concours
Hélène MERDY
04 50 25 22 28 - 404
Pôle Population
Petite Enfance
Enfance
Jeunesse
Chef de service Petite Enfance
Evelyne PLUCHE
04 50 07 71 21 - 703
06 31 59 06 44
Adjoint
Isabelle MATHIEU
06 03 05 51 20 - 713
Chef de service PAE
Régis MENNESSON
04 50 25 22 42 - 700
06 07 05 38 98
Chef de service Enfance
Anne VATINEL
04 50 07 71 29
06 38 30 12 93 - 720
Chef de service Jeunesse
Cédric GIBERT
04 50 97 13 25 -
06 75 04 82 51
Développement social et urbain
Sandrine BARATHON
04 50 25 22 45 –
06 31 27 43 68 - 703
Point d'accès au droit
Sylvie PERRISSIN
04 50 03 04 51
Secrétariat MDE
Hamida DJEMEL
04 50 03 42 13 – 727
RESH
Annick CORDIER
06 03 05 51 23 - 722
Animations méridiennes
Catherine BIGOT
06 07 05 50 98 - 727
Coordinatrice pédagogique
Sonia FRAISSINOUS
726
Péri-scolaire
Magali CHAUTARD
06 80 46 73 27 - 725
Restauration / Entretien
Christine JANIN
06 80 26 75 07 - 723
Coordinateur Bonneville
Fabrice FORTE
04 50 97 13 23
06 72 48 29 33
Coordinatrice Antenne Marignier
Amandine GERLIER
04 50 34 08 54
06 33 60 71 06
Equipements et Stratégie Agglomération
Chef de service du Centre Nautique
Nicolas BARIOZ
04 50 97 59 98
06 22 42 04 92 - 8002
Chef du service Médiathèque
Adeline ANDUJAR
04 50 97 26 94
Transport et mobilité
Crématorium
Administration & Affaires générales
Secrétariat Général
Muriel PRIOLET
04 50 25 22 13 - 421
Sabine CERDAN
04 50 97 51 58 - 422
Marchés Publics
David PASSIEUX
04 50 25 22 28 - 430
Affaires Juridiques
Adeline DUFOURNET
04 50 97 55 56
06 34 30 22 38 - 429
Services Techniques
Secrétariat des ST
Delphine PETIT JEAN
04 50 03 44 62 – 406
Christiane CASASOLA
04 50 25 22 53 - 472
Martine MELLON
04 50 03 22 35 - 475
Chef de service Véhicules et Engins
Mickael GAVARD
04 50 25 22 52
06 84 64 21 05 - 480
Chef de service Chantier d'insertion
Luc BANSARD
06 08 21 61 61
Voirie
Responsable Bureau d'études Voirie
Rémi THOLLOT
04 50 25 22 36 - 530
Chef de service Voirie
Aurélie SERRE
06 03 08 25 87 – 470
Adjoint
JC. PERNET-MUGNIER
06 72 75 66 24
Environnement
Environnement & Ressources naturelles
Benjamin DAHAI
04 50 03 44 73 – 583
06 32 60 55 65
Service SPANC
Rémi FAYOLLE
04 50 97 55 57 - 441
06 75 84 19 95
Jérôme LEMARECHAL
04 50 03 44 78 - 585
06 08 31 59 65
Nacoo & contrats environnementaux
Benjamin DAHAI
Chargé de mission Arve Pure
Chef de service Gestion des déchets
Adrien SZTARK
04 50 97 55 58
06 21 84 27 42 – 540